

Ne tirons pas trop sur la corde

Berne, le 8 septembre 2015

Communiqué de presse

Ne tirons pas trop sur la corde

Coup d'envoi de la session d'automne 2015

La Suisse est actuellement dans le haut du classement mondial en termes de protection environnementale grâce aux mesures volontaires déjà en vigueur. C'est pourquoi le PLR. Les Libéraux-Radicaux refuse des réglementations supplémentaires dans ce domaine. Il s'engage pour un financement sûr de la prévoyance vieillesse. Le PLR veut déjà stabiliser le niveau des rentes, avant même d'évoquer une augmentation. Par ailleurs, le groupe parlementaire a décidé de déposer une interpellation pour une meilleure prise en compte de la déduction des frais de transport dans l'impôt fédéral.

L'économie suisse est verte. De nombreuses preuves existent, notre économie est exemplaire en termes d'utilisation et de préservation des ressources. Les efforts des entreprises de notre pays ont fortement contribué aux excellentes places qui nous sont attribuées dans les classements environnementaux. Cela est possible grâce à une réglementation simple et axée sur la protection environnementale. « Que ce soit avec l'initiative populaire « Economie verte » ou avec le contre-projet indirect, il y a un risque de surréglementation. Cela aurait des conséquences dramatiques dans le contexte économique actuel », explique le conseiller national, Christian Wasserfallen. A ce stade, il est malvenu de prendre des décisions qui ne génèrent que de la paperasse et des coûts supplémentaires et qui n'apportent rien en matière de protection de l'environnement.

Prévoyance vieillesse 2020

Le PLR veut une prévoyance vieillesse financée de manière sûre. Le PLR refuse clairement le développement de l'AVS, soutenu au sein de la Commission de la sécurité sociale et de la santé publique (CSSS) du Conseil des Etats. Avec cette version, l'expansion de l'AVS devraient être financée par de nouvelles retenues sur le salaire, ce qui grèverait les travailleurs et les employeurs et qui renchérirait davantage les coûts salariaux dans notre pays. Sans oublier que ces coûts supplémentaires augmenteraient de façon considérable les dettes de l'AVS à partir de 2030. « Le PLR veut garantir le système à trois piliers de la prévoyance vieillesse pour la génération à venir », souligne le conseiller aux Etats, Felix Gutzwiller. Un développement de l'AVS comprenant le principe de l'arrosoir est inacceptable avec la situation économique actuelle. Le PLR refuse fermement que notre prévoyance vieillesse soit mise en jeu de la sorte et rejette à l'unanimité le projet prévoyance vieillesse 2020 si les minorités déposées par Felix Gutzwiller ne sont pas adoptées.

Supprimer les inégalités

Avec l'adoption du projet-FAIF (financement et aménagement de l'infrastructure ferroviaire), il a été décidé que dès 2016, la

Ne tirons pas trop sur la corde

déduction des frais de transports pour l'impôt fédéral ne pouvait pas excéder les 3'000 francs. Selon le Conseil fédéral, cette limitation ne concerne que 20% des personnes soumises à l'impôt fédéral. « En réalité, ce sont surtout les personnes vivant en zone rurale qui sont majoritairement concernées », mentionne la conseillère nationale, Daniela Schneeberger. Une des motions déposées par le groupe parlementaire libéral-radical devrait notamment apporter plus de clarté concernant les moyens que le Conseil fédéral compte employer pour mettre les régions rurales et urbaines sur un pied d'égalité.

Liberté, Cohésion et Innovation – **par amour de la Suisse.**

Contacts

- › Gabi Huber, présidente du groupe parlementaire libéral-radical, 076 331 86 88
 - › Felix Gutzwiller, vice-président du groupe parlementaire libéral radical, 079 419 32 55
 - › Ignazio Cassis, vice-président du groupe parlementaire libéral radical, 079 318 20 30
 - › Georg Därendinger, chef de la communication, 079 590 98 77
 - › Aurélie Haenni, porte-parole romande, 079 315 78 48
-

Le PLR est le garant du modèle à succès suisse depuis 1848. Grâce à nos compétences économiques, nous assurons à la Suisse des conditions-cadre optimales, afin de préserver les emplois et d'en créer davantage. Nous nous engageons également pour les accords bilatéraux, mais refusons toute adhésion à l'Union européenne